

M. Valls, pourquoi vouloir promouvoir l'islam, une culture qui veut notre mort ?



Lettre ouverte au Premier ministre

Monsieur le Premier ministre,

La réponse que vous apportez aux drames qui étaient prévisibles et qui viennent de frapper la France à plusieurs reprises démontre à quel point, avec le Président de la République et votre gouvernement, vous créez l'émoi et l'incompréhension mais également la colère et l'exaspération en raison de votre déni de la réalité. Et vous vous obstinez avec une sidérante ténacité qui confine à la folie, à répondre non seulement à côté mais hors sujet. Car l'enjeu à ce stade ce n'est plus le vivre ensemble qui est devenu une utopie, mais l'adoption de mesures d'exception pour inverser le cours funeste des choses que nous devons au manque de clairvoyance de la classe politique dans son ensemble. Nul ne pourra cependant contester la forte aggravation de la situation depuis 2012. Honte à tous les naufrageurs et fossoyeurs de

notre belle France !

Quel pacte voulez-vous passer avec ceux qui rejettent nos valeurs, nos traditions, nos modes de vie, avec ceux qui rejettent nos lois et veulent imposer les leurs ? Un pacte avec le diable ? Pourquoi pas un traité qui abandonnerait à ceux encore minoritaires tous les droits quand on sait – mais peut-être ne le savez-vous pas – que dans les pays où ils sont majoritaires ils n'accordent aucun droit aux minorités ? Il ne s'agit pas de passer un pacte. Ce serait signer un aveu de faiblesse compris comme l'acceptation de la dhimmitude, c'est à dire de la soumission. Il s'agit au contraire, et il serait grand temps, de soumettre l'islam en France à nos règles et de lui poser nos conditions. Et ceux qui ne les acceptent pas doivent partir. Au besoin, il faudra même les expulser.

Car il faut bien que vous compreniez que le problème c'est bien l'islam. Ce n'est pas l'islam-isme, l'islam radical, l'islam politique, l'islam modéré, l'islam psychiatrique, le salafisme, ou même l'État islamique. Non, comme M. Erdogan répondant sèchement à un journaliste qui l'interrogeait sur l'islam modéré, il faut le dire : « il n'y a pas d'islam modéré, l'islam c'est l'islam ». Et partout dans le monde on tue au nom de l'islam. Depuis que l'islam existe, ses combattants n'ont eu de cesse de tuer, de massacrer les populations non musulmanes et en particulier les chrétiens. D'ailleurs, il y a tout juste 100 ans, se déroulait le génocide arménien décidé par les Turcs musulmans. Finalement, qu'est-ce que l'islam a apporté à l'humanité si ce n'est la violence, l'esclavage et la mort ?

Contrairement à ce que vous affirmez, l'islam n'est pas compatible avec la démocratie. Et c'est simple à démontrer: en effet, en démocratie c'est l'homme qui fait la loi. En islam, c'est Dieu qui a fait la loi et il n'est pas permis à l'homme de la changer ; elle est inscrite définitivement dans le Coran. C'est pourquoi vous n'obtiendrez jamais une réforme de l'islam. Pas plus que vous ne réussirez à dé-radicaliser ces

fous d'Allah. Et c'est pourquoi il n'y a pas d'islam de France mais l'islam en France. Et pour comprendre cette guerre qui est menée sur notre propre sol et sur celui de l'Europe par l'islam, il faut aller à la racine du mal. C'est bien les versets du Coran – qui régit l'islam – qui appellent au meurtre des infidèles. C'est bien les versets du Coran qui institutionnalisent l'infériorité des femmes. Et la laïcité est contraire à la culture musulmane. De plus, la Charia a été jugée incompatible avec la démocratie par la CEDH en 2003. Le Coran, cette « constitution politico-religieuse », est donc incompatible avec la Constitution française. Des centaines de versets sont, en effet, non seulement en opposition frontale avec notre culture mais sont même susceptibles d'action pénale dans la mesure où ils constituent une évidente provocation à la haine, à la violence, à la discrimination, au racisme, au sexisme, à l'antisémitisme. Et le discours tenu par ceux avec qui vous voulez pactiser n'est que manipulation, enfumage et mensonge. Quant aux propos tenus par un imam de Nice, après le carnage du 14 juillet, affirmant que les musulmans refuseront la laïcité, ils sont inadmissibles et inacceptables. Les patriotes ne pourront plus tolérer très longtemps ce type de discours que vous avez d'ailleurs favorisé en prônant un laïcisme virulent appliqué, en réalité, uniquement à l'égard des chrétiens. Car votre laïcité présente un visage à deux faces. La première, telle une dague, a frappé violemment les catholiques, il y a un peu plus d'un siècle, avec la loi de séparation des Églises et de l'État imposée dans la douleur. La seconde s'est transformée en armure pour protéger et pour favoriser l'expansion d'un culte non seulement étranger mais incompatible avec la réalité historique de la France, de sa culture, de ses traditions. Ce mépris du peuple de France et de ses racines chrétiennes est insupportable et irresponsable. C'est indigne car c'est trahir l'âme de la France.

Le résultat aujourd'hui c'est la radicalisation d'habitants du territoire français sous l'emprise continue d'imams dégénérés qui n'auraient jamais dû pouvoir prêcher sur notre sol. Cela

veut dire que des centaines de milliers d'habitants de notre pays, voire plus, sont aujourd'hui radicalisés et n'ont pas l'intention de s'intégrer à la communauté nationale, bien au contraire, puisqu'ils ont été « éduqués » dans la haine de la France et des Français. C'est ainsi que 24 % des jeunes de 18 à 34 ans dans notre pays ont une opinion favorable à l'État islamique et que 35 % des musulmans français approuvent les attentats kamikazes pour défendre l'islam ! (sondage ICM Research 2015). Alors – soyez-en certain – des dizaines de milliers de « déséquilibrés » bénéficiant de la solidarité de leurs frères et sœurs dans la multitude de « Molenbeek » constitués par les territoires perdus de la République se tiennent prêts à agir au signal. Comment réagirez-vous à la prochaine tuerie de masse, lorsque nous dénombrerons des centaines de morts ? Car le pire est devant nous.

Et « en politique, il faut toujours envisager, non pas le mieux, mais le pire, pour que ce pire ne se produise pas, pour que l'on se donne les moyens de le combattre ».

Mais le combattre c'est le rôle et la responsabilité du politique qui doit savoir décider et anticiper au lieu de réagir aux événements dans l'urgence et dans l'hésitation. Un chef de guerre ne commente pas ; il analyse, décide et frappe vite et fort. Par ailleurs, ce n'est pas à l'État de s'occuper des affaires culturelles et à mettre en place un système de financement pour permettre la promotion d'une culture qui, de surcroît, est hostile à la nôtre. Et l'idée saugrenue de la fondation pour l'islam est devenue une ineptie car nous ne pouvons plus « vivre ensemble » avec qui nous veut du mal. Alors, pourquoi vouloir promouvoir une culture qui veut notre mort ? C'est insensé et criminel !

Devant ce qui devrait être l'évidence pour un responsable politique soucieux de la protection de la collectivité et de son avenir, vous vous préparez à faire de nouvelles concessions pour ménager un électorat qui a déjà permis en 2012 l'élection de l'actuel Président de la République. On n'a

pas le droit de sacrifier le peuple français sur l'autel des intérêts à court terme d'un parti politique quel qu'il soit. Car sur le long terme, sachez-le, vous serez balayés par ceux-là mêmes que vous avez encensés jusqu'ici pour des raisons électorales et avec lesquels vous voulez passer un pacte. Alors, si on veut éviter la guerre civile ethnique qui vient, il est temps que le politique se rende à l'évidence. Et c'est donc l'inverse qu'il faut dorénavant envisager sérieusement, à savoir engager un processus de désislamisation du pays pour réduire progressivement mais fortement la part de la population de confession musulmane dans notre collectivité qui doit retrouver un minimum de cohérence interne si on veut obtenir un jour la concorde au sein d'une société apaisée. Il faudra du temps, probablement trois ou quatre décennies à condition de le vouloir, et cela, tout en respectant l'état de droit. Car conduire la politique dans un État de droit, c'est à dire gouverner une démocratie, c'est respecter la Constitution et les lois et faire appliquer ces dernières, ce que précisément vous ne faites pas. C'est donc un virage à 180 degrés qu'il faut entreprendre pour supprimer tout ce qui a contribué à cet appel d'air migratoire insensé depuis très longtemps pour amorcer le mouvement inverse. Et sans énumérer toutes les mesures immédiates répondant au principe de précaution et celles à inscrire sur le moyen/long terme, on citera : l'arrêt de l'immigration issue de pays musulmans, l'arrêt du regroupement familial, la fermeture et la destruction de toutes les mosquées salafistes et des écoles coraniques, l'expulsion des imams étrangers, l'arrêt de toute nouvelle construction de mosquée, l'interdiction de l'abattage rituel des animaux et donc du halal (barbarie à l'échelle industrielle contraire à notre tradition et indigne d'un pays civilisé), l'interdiction des burqas, qamis et autres accoutrements vestimentaires et des prières de rue, l'expulsion des familles polygames, la réforme du code de la nationalité, la suppression du droit du sol et l'adoption du droit du sang, la suppression de la double-nationalité, l'expulsion des clandestins, la suppression de l'AME, la

dissolution de l'UOIF, annexe des Frères musulmans, le retour dans leur pays des étrangers sans emploi, l'instauration de la préférence de civilisation... L'ensemble du plan de mesures doit viser à faciliter le renvoi dans leurs pays d'origine, y compris par la contrainte, de cette immigration (y compris les binationaux après déchéance de la nationalité française), qui ne respecte pas nos règles de vie et nos traditions et qui ne doit plus pouvoir imposer sa culture mortifère sur notre territoire. C'est d'ailleurs l'intérêt de nos compatriotes musulmans intégrés, voire assimilés.

L'heure est grave et les années qui viennent seront de toutes façons difficiles et douloureuses. Alors, que nos responsables politiques ne perdent plus de temps et s'attellent à la mise en œuvre d'un véritable plan de sauvegarde de la France et de la Nation ! Car face à une situation qui se détériore de jour en jour, vous ne pourrez pas vous soustraire à ce dilemme : le sursaut ou le suicide. En refusant le sursaut vous choisiriez le suicide, votre suicide politique qui ne serait qu'anecdotique s'il n'entraînait pas, en fait, le suicide de la France. Il ne resterait plus alors au peuple que deux solutions : la révolte ou la soumission, dans les deux cas des larmes et du sang. Pour ma part, mon choix est fait : je ne me soumettrai jamais.

Le 9 août 2016

Général (2s) Antoine MARTINEZ

Coprésident des Volontaires Pour la France